

D'un
sauvetage féministe

à une
**relance économique
mondiale féministe**



#SauvetageFéministe

#RelanceFéministe

Nous sommes à un moment décisif de conception non seulement de la relance économique post-COVID, mais aussi de nos vies à venir.

Sans exagérer, nous pouvons affirmer que nous nous situons dans une phase critique, à un tournant de l'histoire.

La COVID-19 a mis en lumière les multiples failles du modèle économique dominant et aucun pan de nos vies n'a échappé aux perturbations ressenties dans nos cercles sociaux, nos schémas de mobilité et nos systèmes de travail, de santé et de protection sociale.

Nous appelons les responsables politiques et la société civile à considérer la crise de la COVID-19 comme une opportunité clé pour faire progresser des modes économiques plus justes, plus équitables et plus durables. La nature profondément violente, abusive et insoutenable de nos modèles économiques et de nos politiques ne doit pas être reproduite.

Ce plan de relance économique mondiale féministe met en exergue des trajectoires, des principes et des orientations politiques permettant un réajustement vers des systèmes économiques et des institutions qui se concentrent sur les gens et sur l'environnement.

Nous méritons tou-te-s cette relance, non seulement suite à la COVID-19 mais aussi après des années d'exploitation et d'injustice économiques. Dès lors, notre plan s'inscrit dans le cadre de savoirs et de pratiques féministes, ainsi que de conceptions nouvelles et radicales d'économies florissantes et résilientes.

Une telle approche rejette toute hiérarchie des besoins entre groupes sociaux. Elle appelle à un engagement significatif auprès des communautés les plus impactées par la COVID-19, réelles expertes de leur quotidien et de leurs besoins.

Les principes et les actions du plan s'appuient sur les contributions des mouvements féministes du monde entier ayant participé à la semaine d'action #SauvetageFéministe, une campagne qui a eu lieu du 1er au 5 juillet 2020. Ils s'inspirent également de l'articulation cohérente entre le document élaboré par la Commission sur le statut des femmes de l'État d'Hawaï [Building Bridges Not Walking on Backs: A Feminist Economic Recovery Plan for COVID-19](#) (Créer des ponts et ne pas revenir en arrière : un plan de relance économique féministe pour la COVID-19), la [Déclaration féministe africaine sur la relance économique après la COVID-19](#), le plan élaboré par YWCA Canada intitulé [Un plan de relance économique féministe pour le Canada: c'est ainsi que l'économie peut fonctionner pour tout le monde](#), et les ressources disponibles sur la plateforme [Réponse féministe au COVID-19](#).

Pourquoi avons-nous adopté une perspective mondiale ?

Parce que les économies locales, nationales et régionales s'imbriquent dans des systèmes économico-politiques mondiaux qui les influencent et les limitent en même temps. Ce plan vise à souligner ces dynamiques et à faire évoluer les asymétries de pouvoir entre communautés, États et régions.

Nous sommes d'autant plus motivé·e·s que de nombreux plans de relance économique nationale et régionale sont déjà en cours de progression. Mais nous demandons aux autorités nationales d'ajuster leurs plans nationaux afin de garantir des propositions qui s'appuient fortement sur une expertise féministe locale. **Cette expertise féministe est en mesure d'orienter les politiques, les stratégies et les mesures au-delà des limites des économies traditionnelles.**

Principes

- 1. L'infrastructure sociale et les systèmes de soins pour les gens et l'environnement sont les fondements d'économies florissantes. Il faut investir en eux.** L'objectif de toute économie doit être le bien-être individuel et collectif des personnes et de la planète. L'investissement dans une infrastructure sociale, comprenant des systèmes de soins pour les individus et les ménages, des services publics comme la santé, l'éducation et des logements convenables pour tou-te-s, une distribution équitable des ressources et des biens communs, une souveraineté alimentaire et une protection de l'environnement, doivent être les nouveaux indicateurs d'une économie performante.
- 2. Reconnaître la pluralité de modèles économiques, y compris les économies communautaires, informelles et solidaires.** Il est temps d'en finir avec la croyance dogmatique envers la « croissance économique », le mythe du « ruissellement » et l'approche du laisser-faire face au développement et aux politiques. La COVID-19 est la plus récente des nombreuses failles répétées du capitalisme néolibéral¹, amené à être sauvé à maintes reprises. En réalité, des millions de personnes ne peuvent survivre à la violence de ce modèle économique dominant que grâce aux économies alternatives. Il est essentiel de reconnaître la valeur de ces modèles pour les communautés locales, et leur potentiel, pour créer et façonner une économie mondiale nouvelle.
- 3. Redéfinir la richesse comme un atout communautaire créé via notre travail collectif, rémunéré et non rémunéré.** Nous devons entendre la richesse, la valeur et le travail essentiel dans un sens qui va au-delà des définitions restrictives et financiarisées, et les ancrer dans des économies centrées sur les gens et sur l'environnement. Les personnes qui exercent un travail essentiel, comme le travail de soins et la production alimentaire, dont majoritairement des femmes, des migrant-e-s et des travailleurs-ses sans papiers dans le secteur des soins, sont celles qui maintiennent nos économies et nos vies humaines.
- 4. Supprimer la discrimination structurelle. Éliminer toute forme de discrimination structurelle est à la fois une condition et une résultante finale d'économies justes et équitables.** Les responsables politiques et autres parties prenantes doivent mettre au premier plan ce principe et garantir des politiques et des pratiques qui ne contribuent pas à perpétuer des injustices, telles que l'impunité des entreprises, les conditions de travail abusives et les inégalités basées sur le genre, la race ou la classe.
- 5. Agir en faveur d'une transformation et d'une restructuration de l'économie mondiale.** Les États, les institutions multilatérales, les communautés et les mouvements sociaux doivent s'engager à démanteler l'architecture destructive financière et juridique de l'économie mondiale, des Institutions financières internationales (IFI) qui poussent en faveur de mesures d'austérité désastreuses aux milliers d'accords de commerce et d'investissement utilisés par les entreprises pour faire pression sur des mesures de relance COVID-19, et qui ne feront que gonfler leurs profits déjà scandaleux. Les États doivent en plus œuvrer à restructurer les marchés mondiaux et les chaînes d'approvisionnement de manière à bénéficier de marchés de travail transnationaux qui ne répliquent pas l'exploitation et les abus systématiques des droits de millions de travailleurs-ses.

¹ Le capitalisme néolibéral est un terme utilisé pour définir la suppression de restrictions aux flux mondiaux de biens et de capitaux, prenant souvent forme dans la finance, sous la pression d'un capital financier mondial. Le capitalisme néolibéral se caractérise par l'hégémonie financière du capital mondial, les « libres » marchés et le placement des profits au-dessus des gens et de l'environnement.

[Lire la déclaration de l'APLWD \(en anglais\)](#)

Actions

La série de recommandations suivante se réfère à l'économie mondiale dans laquelle nous vivons. Elle doit cependant être également envisagée au regard de l'expertise des mouvements féministes locaux, nationaux et régionaux s'inscrivant dans des contextes et des réalités vécues par leur entourage.

- 1. Restructurer le marché du travail.** Suite à l'équivalent d'une perte de 400 millions d'emplois à temps plein dans le monde - dont un nombre affectant disproportionnellement les femmes -, les responsables politiques doivent répondre au besoin urgent d'accès à un travail décent et sécurisé socialement. Il s'agit là d'une opportunité pour passer d'industries précaires et d'économies financiarisées à des formes plus durables de production visant à satisfaire les besoins de la population, tout en générant des revenus imposables permettant de financer l'infrastructure sociale.

Les États doivent ratifier la Convention n°190 de l'Organisation Internationale du Travail sur la violence et le harcèlement. Ils doivent également supprimer les obstacles administratifs et toutes autres barrières, comme le racisme, le sexisme et le validisme, qui empêchent les gens d'accéder à l'emploi, à l'indemnisation, à la relance et à d'autres programmes financiers. Cela implique la reconnaissance du travail du sexe comme un travail et son entière dépénalisation, la considération du foyer comme lieu de travail ainsi que la garantie des droits au travail des travailleurs-ses domestiques ainsi que des droits et de libertés de circulation de tou-te-s les travailleurs-ses migrant-e-s et sans papiers.

- 2. Réformer les systèmes fiscaux et commerciaux mondiaux.** Les flux financiers illicites détournent de précieuses ressources publiques pour les personnes qui en dépendent, notamment les femmes et les personnes diverses de genre. Les États et leurs institutions respectives doivent augmenter leurs revenus nationaux en endiguant l'évasion fiscale des entreprises multinationales, et en cessant d'allouer les impôts et les mesures de relance aux sauvetages des entreprises, aux dépenses militaires et aux méga projets d'infrastructure physique. Leurs ressources devraient plutôt être attribuées aux secteurs qui soutiennent le bien-être humain et environnemental, à des programmes comme le revenu universel et aux infrastructures publiques relatives notamment à la santé, à l'eau et à l'assainissement. Les systèmes d'imposition progressive devraient introduire des taxes spéciales sur les transactions financières des secteurs qui profitent de la pandémie, tels que la « big tech » et le « e-commerce », dont les bénéfices ont été exponentiels depuis le début de la crise de la COVID-19.

Au fil du temps, la dette odieuse a systématiquement épuisé la capacité des États à financer des services publics appropriés et à avoir des revenus générés par le recouvrement d'impôts. Les moratoires et les suppressions de dettes sont nécessaires à une restructuration des économies nationales. Les États doivent en finir avec les politiques de commerce et d'investissement qui placent les intérêts des entreprises avant les droits humains, et supprimer en l'occurrence les mécanismes de protection de l'investissement. Ces derniers donnent aux entreprises le droit de mener des actions en justice, pour des montants illimités payés par les contribuables, si elles considèrent que les gouvernements ont pris des mesures pouvant interférer sur leurs profits. Dans le cadre de la COVID-19, ces mesures pourraient comprendre la fermeture obligatoire d'entreprises pour faire ralentir la propagation du virus et protéger les employé-e-s, la suspension de prêts, de locations et de paiements de factures, ou encore toute autre loi garantissant l'accessibilité aux médicaments, aux examens et aux vaccins.

3. Mettre en place des systèmes de soins. Porté durant des siècles par les femmes, les personnes trans et diverses de genre², le soin est un élément central pour des sociétés et une planète prospères. Pour autant, c'est un travail systématiquement sous-évalué et sous-payé. La pandémie de la COVID-19 nous a non seulement rappelé les faiblesses de nos systèmes de protection sociale mais aussi brusquement augmenté la charge de soins des communautés. Il nous faut des investissements solides qui replacent le soin au cœur de nos économies formelles et qui modifient les disparités de genre dans le travail de soins. Pour ce faire, les États doivent systématiquement adopter une approche du soin et de l'investissement dans des services et des infrastructures de soins, tout en garantissant des conditions de travail décentes pour les personnes employées dans ces secteurs, dont la garde d'enfants, les soins gériatriques, la santé, le logement, l'eau et l'assainissement.

4. Allouer des ressources aux mouvements féministes et aux organisations dirigées par les communautés. Les organisations féministes, de justice sociale et de droits des femmes sont sévèrement impactées par la crise économique mondiale. Cette dernière a non seulement limité leur accès à l'argent mais également augmenté leurs activités - par exemple, pour répondre à l'augmentation des violences basées sur le genre. Les financeurs et les responsables politiques étatiques et institutionnels multilatéraux devraient prioriser des financements de fonctionnement sur plusieurs années et flexibles, de même que supprimer toutes les barrières liées à l'accès aux ressources nationales et internationales.

5. Concevoir des politiques numériques centrées sur l'humain. À l'heure où le monde observe d'importantes évolutions technologiques depuis la crise de la COVID-19, les responsables politiques doivent s'assurer que les systèmes technologiques servent les besoins des gens, plutôt que les profits des entreprises – notamment en ce qui concerne les données minières, l'élargissement des marchés digitaux dans les pays du Sud (connu sous le nom de colonialisme digital) et les outils de surveillance non démocratiques. Cela comprend l'établissement de lois nationales et internationales pour faire cesser l'impunité des entreprises de « big tech », garantir des droits au travail pour toutes les personnes dans le secteur numérique et réduire l'utilisation d'outils digitaux au service de l'autoritarisme.

Voir des ressources comme le projet collaboratif (en anglais) [Digital Justice](#) (Justice digitale) entre le Development Alternatives with Women for a New Era (Développement d'alternatives avec des femmes pour une nouvelle ère, DAWN) et IT for Change (TI pour le changement), visant à intégrer une approche féministe à l'économie digitale et aux visions d'un monde post-COVID.

6. Garantir et sécuriser le droit à la santé. Rejeter et annuler les lois relatives à la brevetisation et à la propriété intellectuelle qui régissent la santé et coûtent la vie à des millions de personnes à des fins de profits privés.

« La connaissance ne peut être une marchandise, tous les vaccins et médicaments liés à la COVID-19 et au-delà doivent être universellement accessibles à tous, tout comme les connaissances qui s'y rapportent. » [Déclaration féministe africaine sur la relance économique après la COVID-19](#)

Les responsables politiques et les institutions de santé doivent garantir que les services de santé de base soient financés et accessibles à tou-te-s, durant et après la crise de la COVID-19. Cela comprend les services de santé sexuelle et reproductive, comme l'accès à un avortement sécurisé, les traitements d'affirmation du genre et l'apport d'une éducation sexuelle complète qui inclut tous les corps, les genres et les sexualités. Les parties prenantes doivent aussi promouvoir la prévention de risques, prendre en compte le genre et mettre fin à la persécution, la pénalisation et la discrimination des personnes utilisatrices de drogues.

7. Traiter les racines profondes de la violence basée sur le genre et créer des alternatives aux systèmes de police et de justice criminelle.

Les responsables politiques doivent investir dans des pratiques de justice transformatrice et réparatrice, développées par les communautés, les chercheur·e·s et les mouvements sociaux – notamment lorsqu'il est question de violences basées sur le genre (VBG). Des décennies d'expériences ont montré que les systèmes de police et de justice criminelle étaient incapables d'éradiquer de manière effective la violence basée sur le genre, générant souvent des taux plus élevés de violence et de discrimination dans nos sociétés. Les savoirs communautaires et les preuves scientifiques ont produit des alternatives policières, ainsi que des solutions pragmatiques mieux outillées pour répondre aux problèmes sociaux. Les services publics correctement financés, les systèmes sociaux et les droits économiques sont une clé de garantie permettant à toute personne enfermée dans des relations violentes, des foyers abusifs et des situations d'exploitation, d'avoir accès à des trajectoires de vie sans violence.

8. Placer la justice de genre et les droits humains au cœur des réponses et des politiques apportées à l'urgence climatique.

Contrairement [aux discours écofascistes](#) qui prétendent que le problème se situe au niveau des êtres humains, que la crise et la propagation de la COVID-19 sont liées aux effets du capitalisme, du néocolonialisme et des systèmes extractivistes produits par les intérêts des grandes entreprises, des multinationales et des États. Il faut en finir avec cette trajectoire écocidaire et placer au premier plan la survie et le bien-être de la planète, devant les intérêts des individus et les profits du secteur privé. Les États doivent repousser l'influence du secteur privé sur les politiques climatiques et faire progresser des solutions climatiques justes d'un point de vue de genre, équitables et durables.

9. Protéger la souveraineté alimentaire et agricole.

Dans le système actuel, les femmes constituent la majorité des producteurs·rices alimentaires dans le monde, tout en étant par contre les plus frappées par [la faim et la pauvreté](#). L'explosion de maladies zoonotiques comme la COVID-19 met en lumière le lien complexe entre dette nutritionnelle, changement climatique, écocide et systèmes industriels mondiaux agro-alimentaires, contrôlés par un nombre restreint de grandes entreprises transnationales. Le mouvement fermier international, Via Campesina, [recommande six principes](#) pour promouvoir l'autonomie communautaire, les économies solidaires, l'intégrité culturelle et la gestion environnementale.

Les États doivent réguler le pouvoir croissant du secteur privé en matière de systèmes alimentaires et agricoles mondiaux. Il faut réduire la dépendance aux chaînes d'approvisionnement mondiales en faisant évoluer les géographies de production et la consommation vers des systèmes de production alimentaires durables et justes d'un point de vue social. Cela implique des chaînes d'approvisionnement locales et durables qui privilégient des systèmes agricoles fermiers et dirigés par des paysan·ne·s.

10. Renforcer des mesures locales, nationales et basées sur les populations pour répondre de manière féministe à la COVID-19 et au plan de relance.

Lors de l'ajustement des mesures à la pandémie, les responsables politiques devraient s'appuyer sur l'expertise féministe locale, régionale et mondiale disponible en matière de micro et macro économies. Cette expertise comprend les réalités vécues et les impacts sociaux, économiques et politique spécifiques de la COVID-19 aux niveaux communautaires, étatiques et régionaux. Cet ajustement doit inclure le traitement de toutes les préoccupations et demandes, ainsi qu'une facilitation de la participation égale des femmes, des personnes trans et diverses de genre. Les voix féministes et les expériences de toutes les communautés – notamment les plus marginalisées et les moins représentées – doivent être reconnues comme références dans les espaces de prises de décision.

Prochaine étape

Les États, les responsables politiques et les institutions publiques sont redevables auprès des populations de l'application des principes et des actions nécessaires au bien-être sociétal. De fait, les récentes catastrophes économiques sont étroitement liées aux échecs de gouvernance en matière de responsabilité des leaders. Il s'agit là d'une résultante inévitable de l'économie politique qui privilégie les profits face à la planète, et de politiques économiques qui ont sauvé à plusieurs reprises les entreprises plutôt que les peuples.

Ainsi, et face à l'absence de soutien gouvernemental, la survie des gens en temps de crise comme celle de la COVID-19 dépend souvent de la solidarité communautaire. Les responsables politiques doivent progresser dans leur mandat. Les organisations communautaires et les mouvements féministes et de justice sociale peuvent orienter les politiques économiques afin de les diriger finalement vers le service de la société et de l'environnement.

Reconnaissant que les économies nationales sont enchevêtrées dans des structures économiques transnationales, nous devons continuer à tenir responsables les acteurs·rices politiques et les institutions, et leur demander de prendre des mesures transformatrices à tous les niveaux. Les responsables politiques ne doivent pas se limiter aux réponses économiques et aux plans de relance qui ne font que répliquer les anciens systèmes. Ils doivent plutôt s'engager à prendre des mesures puisant dans une large gamme de solutions et d'alternatives économiques, s'articulant déjà avec les communautés et les mouvements.

Nous exprimons notre sincère gratitude aux mouvements féministes et sociaux qui ont partagé leurs priorités durant la campagne #SauvetageFéministe, ainsi qu'à Lebohang Liepollo Pheko, dont l'analyse politique et économique et les contributions ont fortement influencé la présente note politique.

